



Recrutement d'un stagiaire en sociologie politique/sciences politiques :

Mesurer la pénurie d'eau au Maroc : enjeux sociaux et politiques

La menace de « crises de l'eau » dans de larges parties du monde fait de plus en plus fréquemment l'actualité internationale. Très médiatisés, les chiffres de l'Institut mondial des ressources (*World Resource Institute*) considèrent ainsi que 44 pays, comptant pour un tiers de la population mondiale, font déjà face à un niveau « élevé » de stress hydrique. Les prévisions pour les prochaines décennies sont encore plus alarmistes : un rapport récent de l'Institut pour l'économie et la paix, un think tank australien, estime que 5,4 milliards d'individus seront confrontés à la pénurie d'eau en 2040, les 59 pays alors concernés (dont la Chine et l'Inde) représentant plus de la moitié de la population mondiale.

Le Maroc est considéré comme un pays particulièrement touché par le stress hydrique. Il occupe actuellement la 22^e place au classement du World Resource Institute qui recense les pays les plus gravement atteints. Quant aux prévisions effectuées par l'Institut pour l'économie et la paix, elles sont des plus préoccupantes : le Maroc devrait connaître un stress hydrique « extrême » à l'horizon 2040, nourrissant l'instabilité sociale et d'importants déplacements de population, intérieurs comme extérieurs.

Pourtant, si de tels chiffres circulent abondamment entre les champs médiatiques, celui des professionnels de l'eau et le champ politique, ils ne sont ni évidents ni neutres politiquement. Ils ont certes l'ambition de décrire des phénomènes et des tendances naturelles, objectives, mais ils le font à l'aide d'opérations et de conventions qui impliquent des choix, des préférences, des négociations et des simplifications. A l'heure où la gestion quantitative s'affirme comme une dimension cruciale des politiques de l'eau dans de nombreux contextes, il apparaît donc plus que jamais nécessaire de porter un regard critique sur la manière dont la rareté se trouve quantifiée, mesurée et énoncée : à l'aide de quelles opérations, à quelle échelle, par quels acteurs ayant quels types de finalités ? Il faut ainsi partir du constat selon lequel les chiffres de la rareté ont une histoire : ils évoluent, se font plus ou moins dramatiques ou rassurants selon les moments, obtiennent plus ou moins de succès social, se stabilisent.

En s'inscrivant dans une telle perspective, ce stage aura pour objectif **d'éclairer les logiques sociales et politiques qui ont façonné, au cours du temps, la construction des chiffres de la rareté de l'eau au Maroc**. Pour ce faire, il s'appuiera sur la constitution et l'analyse d'un corpus de documents divers, produits depuis environ quatre décennies et qui abordent tous, à un titre ou un autre, la question de la rareté de l'eau : documents de projets et de politique publique, expertises officielles, rapports de bailleurs de fonds, production académique, articles de presse... Il s'agira ce faisant d'apporter des réponses aux questions suivantes :

- Par qui et comment ont été produits les chiffres de la rareté qui se trouvent popularisés ?



- Quel diagnostic du problème ces chiffres tendent-ils à véhiculer (niveau de gravité attribué à la situation, causes majeures implicitement identifiées, types de solutions à envisager en priorité...)
- Comment les données évoluent-elles lorsqu'elles passent des espaces scientifiques aux arènes gouvernementales et médiatiques ? Quels sont les chiffres qui rencontrent le plus grand succès social et quels sont ceux, au contraire, qui échouent à faire carrière hors de la sphère scientifique ?
- Quelles sont les évolutions notables dans les données produites depuis une quarantaine d'années : types d'acteurs prédominants dans la production et la circulation de ces données, type d'indicateurs privilégiés, chiffres avancés, niveau d'urgence attribué à la situation... ?

Le stagiaire sera accueilli à Montpellier, à l'UMR G-EAU. Il bénéficiera d'interactions rapprochées avec des scientifiques qui abordent la rareté de l'eau depuis des disciplines très diverses : science politique, sociologie, géographie mais aussi hydrologie, hydrogéologie, et agronomie. **Il bénéficiera d'un co-encadrement de la part de l'UMR G-EAU (Pierre-Louis Mayaux) et de l'UMR GESTE (Sara Fernandez).**

Gratification : selon la grille CIRAD (\approx 600 euros / mois)

Période du stage : 6 mois, du 1er février au 31 juillet 2021 (ajustements possibles).

Le CV et la lettre de motivation sont à envoyer à Sara Fernandez (sara.fernandez@inrae.fr) et à Pierre-Louis Mayaux (pierrelouis.mayaux@cirad.fr) **avant le 31 octobre 2020.**